

CONFÉRENCE NATIONALE - 4 JUIN 2016

Pour la défense des conquêtes arrachées en 1936 et en 1945

A l'issue de la conférence nationale de défense des conquêtes de 1936 et 1945, regroupant 1 800 participants, il est proposé de soumettre à la discussion des travailleurs, syndicalistes, militants politiques, jeunes, une plate-forme appuyée sur la défense de ces acquis qui constituent le socle de la défense de la classe ouvrière et de l'indépendance de ses organisations, aujourd'hui remise en cause dans ses fondements.

Pour élaborer cette plate-forme, pour maintenir les liens entre les participants à cette conférence, pour échanger les informations, il est proposé que se constituent autour des participants des comités de liaison et d'échange.

Cette plate-forme à élaborer, à préciser, à discuter collectivement, répond aux considérants qui suivent.

Au moment où nous tenons cette conférence nationale (4 juin), personne ne sait ce qui va se passer dans les jours qui viennent, à commencer par le gouvernement lui-même – dont les divisions s'étalent quotidiennement dans la presse.

Durant ces trois derniers mois, la masse des travailleurs et des militants a déjoué les manœuvres visant à lui faire lâcher prise dans la bataille qu'elle a engagée pour arracher le retrait de la loi El Khomri.

Elle a rejeté le syndicalisme d'accompagnement de la CFDT. Elle a surmonté, un à un, les obstacles qui tentaient de s'opposer à son rassemblement. Elle a fait corps avec les organisations syndicales (CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires) qui exigeaient le retrait, alternant dans la durée : grèves, manifestations et blocages... et entraînant des milliers de jeunes et les organisations (Unef, Fidl, UNL). Elle a gagné le soutien de la grande majorité de la population (70 % selon les sondages).

Et, aujourd'hui, les grèves continuent... Lorsqu'elles cessent dans un secteur, c'est pour repartir dans un autre, élargissant, chaque jour, le nombre de secteurs professionnels et de régions qui se sont engagés dans le mouvement.

Les grèves et les manifestations continuent, faisant « tanguer » dangereusement ce gouvernement.

La manifestation nationale appelée pour le 14 juin, à Paris, par CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires, UNEF, Fidl, va – de l'avis unanime des participants à la conférence nationale du 4 juin – exprimer sans équivoque et avec force le rejet des travailleurs, des militants et des citoyens, d'une loi qui concentre toute la politique destructrice du gouvernement Hollande-Valls-Macron.

Ce 14 juin, un pas supplémentaire sera franchi dans la manifestation, au plan politique, de la cassure irrémédiable qui s'est opérée entre la majorité du

peuple et un gouvernement, isolé, ne bénéficiant plus de l'appui unanime de ses troupes et réduit à l'arbitraire et aux expédients les plus réactionnaires des institutions de la V^e République (49-3).

Il ne reste plus à ce gouvernement, pour se maintenir aux affaires, que le chantage au « vide » politique, à la menace de la droite et de l'extrême droite, et au chaos...

Pour les travailleurs, il apparaît en revanche, chaque jour plus clairement, que la seule issue capable d'éviter le chaos et les aventures à ce pays réside désormais dans la capacité qu'ils se donneront d'imposer, dans l'unité de leurs organisations de classe, la volonté de l'immense majorité et de poursuivre leur action, quelle qu'en soit la forme, pour aller jusqu'à faire céder ce gouvernement.

Ce qui donne force et cohésion depuis ces trois mois de mobilisation, ce qui donne à la masse des travailleurs une confiance nouvelle dans leurs propres forces..., c'est le refus de céder sur le mot d'ordre de retrait, formulé dans l'unité par les confédérations CGT et CGT-FO, et appuyé par la grande masse de la population.

C'est là que se concentre toute la situation politique. L'exigence du retrait de la loi El Khomri cristallise le refus politique de toute une classe de renoncer à ses droits, au nom de la préservation de la compétitivité de l'économie nationale qui imposerait l'adaptation de tout le cadre réglementaire aux prétendues exigences de « l'économie du XXI^e siècle » et à l'économie numérique, chère à Macron. Une économie qui se résume au retour au contrat de louage et à la transformation des salariés en véritables esclaves.

L'ampleur qu'a prise la mobilisation pour exiger le retrait de cette loi est une confrontation qui prépare et annonce un choc. Elle annonce une confrontation entre la majorité de la population de ce pays et la

politique de ce gouvernement aux ordres des grands monopoles impérialistes qui exigent (via le FMI, l'UE, l'OCDE et la Banque mondiale) qu'il aille jusqu'au bout de la liquidation qu'il a entreprise avec celle du Code du travail (dont les principales dispositions ont été intégrées dans la loi par la grève générale de 1936).

Les grands groupes monopolistes s'emploient, au nom de la défense de leur marges, à accélérer la destruction des bases industrielles du pays (Alstom, Mittal, Total, Technip...). Ils exigent que soient démantelés et privatisés à leur profit les monopoles publics bâtis en 1945-1947 pour assurer le redémarrage de l'économie nationale et répondre aux besoins vitaux de la population au lendemain de la guerre. Ils exigent que soit « réorganisée » une agriculture débarrassée des exploitations familiales... et broyé tout ce qui subsistait de l'organisation républicaine du territoire basée sur l'indépendance des communes.

Tous les travailleurs sont, dans la situation actuelle, confrontés à un problème crucial.

Il leur est de plus en plus difficile, voire impossible, de compter sur les partis politiques qui traditionnellement sont censés les représenter politiquement. Pour certains de ces partis, installés au gouvernement, ils sont les instigateurs directs des pires plans réactionnaires. Pour d'autres, la question se pose : est-il possible de prétendre défendre les travailleurs, est-il possible d'ouvrir la moindre perspective en restant encamisolés dans les institutions antidémocratiques de la V^e République ? Est-il possible de n'avoir comme seul horizon qu'une élection destinée à remettre son sort entre les mains d'un seul homme disposant d'une Constitution autorisant toutes les manœuvres antidémocratiques ? Et ce, au moment où, instruits par l'expérience, des millions de citoyens s'abstiennent avec des taux de 70 % et rejettent les partis.

Et si, dans cette situation, les travailleurs et les militants – quelles qu'aient été leurs origines politiques – ont, à juste titre, été poussés à se tourner vers les organisations syndicales pour se rassembler

sur le terrain de la défense des acquis sociaux et politiques qui forment encore le socle de toutes les relations dans une société démocratique, il est évident que se pose désormais la question d'inscrire cette défense des conquêtes de 1936 et 1945 dans une perspective plus large.

Le combat pour la préservation des droits collectifs des travailleurs opposée à « l'ubérisation » de la société, pour le rétablissement des monopoles publics bâtis au lendemain de la guerre, pour le rétablissement du financement public du logement et de l'aménagement du territoire, interdit par l'UE, pour le rétablissement de la souveraineté des communes, pour la défense de la Sécurité sociale de 1945, pour la défense de la laïcité..., constitue l'ébauche d'un programme susceptible de s'appuyer sur la mobilisation des masses, appuyées sur leurs syndicats de classe, pour ouvrir la voie à une issue politique conforme à leurs intérêts et à ceux de toute la société.

Un programme qu'on appelait autrefois « le socialisme », abandonné par tous ceux qui s'en réclamaient encore il y a peu.

La discussion des éléments d'une telle plate-forme, ou d'un manifeste, a commencé dans les réunions préparatoires à cette conférence nationale. Elle a commencé à trouver place dans la rubrique « Débats » ouverte, dans cet objectif, dans *Informations ouvrières*, hebdomadaire du POI et tribune libre de la lutte des classes. Elle s'est poursuivie tout au long de cette conférence.

Des milliers de travailleurs, de militants, de cadres syndicaux, de jeunes, de représentants des exploitations familiales agricoles, des centaines d'élus qui ne peuvent accepter la « démocratie » du 49-3, quelles que soient les organisations politiques dont ils étaient membres il y a peu de temps ou qui en sont encore membres, sont prêts à s'inscrire dans cette démarche. Organisons-la !

Adressez vos propositions, vos informations à *Informations ouvrières* qui les fera circuler.